

Compte-rendu de la soirée  
**« Où est le peuple ? La démocratie n'a pas dit son dernier mot »,**  
organisée par les Semaines Sociales Nord-Pas-de-Calais  
le lundi 4 avril 2011.

En introduction de la soirée, Denis Vinckier rappelle que les dernières élections cantonales n'ont pas connu un soulèvement des masses électorales (une étude récente commandée par le Médiateur de la République tend à montrer que 18% des français considèrent le vote comme un acte civique). Il poursuit en soulignant que le réveil des peuples en Méditerranée nous renvoie à nos propres réveils et notre propre démocratie, ses fondements, son fonctionnement et son avenir pour reprendre la dernière formule de Dominique Schnapper.

S'appuyant sur un chiffre donné par Pierre Rosanvallon (moins de 20% des pays au monde étaient des démocraties avant 1945), il indique qu'une des questions qui reste à explorer est bien celle de la finalité de la démocratie et de son rapport avec le libéralisme. Il donne la définition du même auteur sur la notion de peuple qui doit s'appréhender par rapport à la notion de minorité.

Pour aborder ces questions, les Semaines Sociales Nord-Pas-de-Calais ont invité le politologue Christian-Marie Wallon-Leducq qui indiquait récemment dans le Croix du Nord que « les gens cherchent de la protection, des avocats ». C'est à lui qu'il reviendra de présenter brièvement la question historique de la démocratie. Denis Vinckier souligne que la subsidiarité qui est au cœur de la pensée sociale de l'Eglise, est profondément interrogée par ce qui se joue notamment au niveau des libertés.

Les Semaines Sociales Nord-Pas-de-Calais ont également invité Patrick Peugeot, président de la CIMADE, qui interviendra sur les nouvelles formes de participation au titre d'une autre casquette. Il a en effet présidé le Conseil de Développement de Lille Métropole et il préside aujourd'hui le Forum de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

\*\*\*\*

Christian-Marie Wallon-Leducq souligne d'emblée que le terme démocratie est un mot voyageur et que pour l'appréhender, il faut revisiter les terres anciennes. A commencer par la Grèce. S'il représente à l'origine le pouvoir du peuple, Christian-Marie Wallon-Leducq évoque une conception d'un pouvoir de tous parfois très autoritaire. Ce n'est que progressivement que le terme évolue vers une notion de respect de la règle pour aboutir aux notions plus récentes d'égalité et de liberté.

Historiquement, quand les Grecs font de la démocratie, développe le politologue, cela passe par l'élection au sens du tirage au sort. Et de souligner que dans le cadre de ce tirage au sort-là, on ne se défile pas. Il comporte en effet un devoir de dire et d'exprimer son point de vue avec les risques que cela comportait... C'est bien le peuple entier qui est électeur et nous sommes loin de la participation de chacun même si la démocratie voulait bien dire, à cette époque, la participation.

Cet univers grec fonctionne encore aujourd'hui comme une mémoire et une référence. Quand cette mémoire est récupérée notamment au moment de la révolution française ajoute Christian-Marie Wallon-Leducq, ce qui est alors valorisé, ce n'est pas le modèle athénien mais le modèle spartiate dans une logique d'exaltation radicale de l'égalité. Au XIXe siècle, avec l'accession du peuple à la liberté, c'est

l'élection qui incarne le mieux la revendication de participation. Se dessine également la notion de démocratie par le contrôle avec en pointillés l'intervention citoyenne.

Il a notamment fallu un Tocqueville pour que ce concept de démocratie héritée des grecs se réanime autrement. Tocqueville avait d'ailleurs mis en garde contre les deux risques de la démocratie, à savoir la dictature de la majorité et le fait que les gens finissent finalement par être repus de la démocratie. Le même penseur avait également pointé la démocratie comme lieu des conflits mettant en évidence le fait qu'il n'existe pas de démocratie de contentement. A cet égard, Christian-Marie Wallon-Leducq voit dans le référendum organisé le 6 novembre 1988 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie l'expression forte d'une apathie du repu avec des sondages montrant la nette abstention de retraités satisfaits. De là à voir des gens malades de la démocratie...

Denis Vinckier en remerciant Christian-Marie Wallon-Leducq, passe la parole à Patrick Peugeot.

\*\*\*\*

Patrick Peugeot introduit son propos en s'interrogeant sur la thèse de Pierre Rosanvallon qui tendrait à montrer que l'affaiblissement de la démocratie serait à mettre au compte d'un certain nombre d'évolutions du monde récent. Pour sa part, il préfère s'interroger sur la portée d'un certain nombre de démarches, à commencer par celle de démocratie participative dont il dit avoir la conviction forte que ses expressions sont légitimes. Certes, il s'agit d'institutions pas toujours élues, où il n'y a pas toujours de contrôle. Seule existe finalement une validation par des instances qui sont, elles, légitimes.

Dans la mesure où la règle consistant à dire que la structure participative est l'interlocuteur du politique, il y a là selon Patrick Peugeot un gros progrès dans la démocratie, de même qu'un réel moyen de dialoguer avec les politiques pendant le temps d'un mandat. Il ajoute qu'il y a, là, l'offre d'une opportunité d'engagement pour les citoyens, une possibilité également d'exprimer la solidarité et de faire vivre le débat démocratique.

Patrick Peugeot explique comment le Conseil de Développement de Lille Métropole a joué un effet d'entraînement au niveau du Forum lié à la nouvelle structure de coopération transfrontalière Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

Il revient d'abord sur l'expérience du Conseil de Développement (50% d'élus, 50% de membres de la société civile) avec au départ une exigence de représentativité aussi large que possible alors même que les candidatures l'étaient sur la base du volontariat. L'objectif de 120 membres fut atteint avec cependant des personnes d'une moyenne d'âge relativement élevée, 25% de femmes seulement, et un ensemble de membres dont il fut facile de détecter qu'ils étaient peu habitués au champ politique.

Dans la première version, fut notée une absence d'habitants du sud de la métropole et du nord de la métropole, c'est-à-dire au-delà de la frontière. C'est ainsi que la décision a été prise, que participeraient 5% de Wallons et 5% de Flamands. Et Patrick Peugeot d'indiquer qu'il y a avait le ferment de la mise en œuvre de ce qui existe aujourd'hui au niveau du Forum de l'Eurométropole.

Patrick Peugeot ne cache pas qu'il dispose de peu de moyens pour faire évoluer cette structure et qu'il s'agit de la rendre attractive pour les citoyens amenés à siéger deux années durant. Il évoque des déceptions avec des personnes paralysées par l'engagement que cela demande. Et d'évoquer également des faiblesses liées aux compétences, l'absence d'agilité oratoire et aussi une méconnaissance des capacités manœuvrières qu'il faut comprendre un minimum.

Sur le fond, Patrick Peugeot insiste pour dire à quel point ces instances sont convaincues de leur rôle dans le respect des compétences propres de celles des politiques. Et de souligner l'organisation d'une réflexion collective dont sortent in fine des propositions qui apportent aux élus politiques.

- S'agissant du Conseil de Développement, Patrick Peugeot évoque l'habitat comme une question qui n'était pas évidente pour les élus qui n'usaient peut-être pas de tous les leviers. A la surprise du Conseil de Développement et au prix d'une procédure certes complexe, les élus ont dit oui avec un intérêt marqué à la première proposition du Conseil de Développement concernant la prise de compétence en matière d'habitat par les élus de LMCU.
- S'agissant du Forum de l'Eurométropole, Patrick Peugeot indique que dans une logique transfrontalière, le tout n'était pas d'avoir des Belges à bord mais bien de chercher avec eux des domaines avec des voies de progrès possible. C'est ainsi qu'est né le 1<sup>er</sup> forum transfrontalier de l'emploi avec une incitation au recrutement sur cette base transfrontalière justement. Trois forums ont ainsi permis à près de 2000 personnes de trouver un emploi sans que cela soit de la responsabilité propre des politiques souligne Patrick Peugeot.
- Autre sujet sur lequel la société civile a exercé son rôle de facilitateur, l'accueil de résidents français dans les maisons médicalisées en Belgique. Au niveau des transports également avec une prochaine proposition aux élus de consentir un effort financier pour qu'il y ait davantage de mobilité transfrontalière à moindre coût.

Pour autant, devait conclure Patrick Peugeot la démocratie participative a ses limites. A côté des grands principes, d'une manière pragmatique, quand on met ensemble des personnes qui se mobilisent, on arrive à une meilleure cohésion sociale. Cela peut créer une mobilisation et une mise en route de la société. Entre l'interpellation, l'incitation et la mise en œuvre de dispositifs, il y a là toute la gradation de l'intervention de la société civile. Il y a là la préfiguration de ce que nos sociétés seront capables de mettre en œuvre demain.

\*\*\*\*

**Un débat s'ouvre avec l'assistance.** Sont évoqués :

- L'instrumentalisation de la société civile (point sur lequel il faudra revenir).
- Le poids des experts dans la décision politique (Patrick Peugeot revient sur la problématique du transport, sujets par définition dans les mains des experts. Pourtant, c'est aujourd'hui la société civile qui pèse pour consentir un effort financier en faveur de davantage de mobilité à moindre coût - Christian-Marie Wallon-Leducq estime qu'il y a là une question qui doit être posée fondamentalement : l'expert fait en sorte que le citoyen se taise...cette montée en expertise se paie en détachement ajoute-t-il gravement).
- Le découpage de la société civile. En la découplant, on ferait disparaître finalement le citoyen. Le Conseil de Développement tel que présenté n'est pas représentatif du peuple. (Patrick Peugeot évoque 22000 lettres envoyées pour 5000 réponses).
- Les quartiers dits en difficulté avec des pourcentages importants de non-votants. (Christian-Marie Wallon-Leducq confirme certes le divorce entre le peuple et les élus concernés en évoquant l'enjeu autour de la parole. A ce titre, les micro-projets type FPH – fonds de participation des habitants – existent).

- FN et abstention. (Christian-Marie Wallon-Leducq confirme que depuis le milieu du XIXe siècle, les cartes électorales se superposent. Mais nous sommes davantage là dans un rapport direct entre crise politique et crise économique où il n'est pas possible de trouver les arrangements. Le problème de la démocratie rejoint celui du social. Pour autant dans ces quartiers, il y a défaillance au vote mais s'y construisent d'autres modes de sociabilité. Il faut ajouter le politologue des oreilles certainement plus attentives et porter attention à ne pas stigmatiser les quartiers en question).
- Articulation de la démocratie participative. (Christian-Marie Wallon-Leducq voit à travers l'exposé de Patrick Peugeot plus un travail de démocratie délibérative dans une forme d'élargissement de l'espace public sans être pour autant dans le registre de nouvelles formes d'expression participative. Il y a davantage là selon lui, un travail de consolidation de la démocratie sans que cela soit un travail en direction des personnes exclues de la démocratie. Patrick Peugeot nuance le propos en redisant l'enjeu qui n'est certes pas dans la substitution mais le travail de contact à travers les réseaux notamment.
- Articulations démocratie locale / enjeux nationaux et internationaux. Est-ce qu'une forme de frustration ne vient finalement pas du fait que ce sont aujourd'hui davantage les niveaux nationaux et internationaux qui échappent aux citoyens (question à reprendre) ?
- Territoire rural / territoire urbain. Une personne évoque la « dictature » de la majorité dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pointant une démarche participative qui n'a pas lieu. Et de poser la question : est-ce que le pouvoir ne tue pas finalement la démocratie ? (Christian-Marie Wallon-Leducq souligne une forme de complexité de la démocratie avec des conditions formelles inévitables, qui ne font pas la démocratie pour autant. Le politologue note cependant des taux de participation qui restent supérieurs dans le monde rural à ceux du monde urbain).
- Notre démocratie / printemps dans les pays arabes. Est-ce que ce que nous disons ce soir correspond à quelque chose dans ces pays ? (Christian-Marie Wallon-Leducq évoque un travail dans ces pays qui rejoint nos préoccupations rappelant au passage la tradition philosophique arabe et le débat sur la transmission par les arabes des concepts démocratiques).

En conclusion, Christian-Marie Wallon-Leducq évoque la nécessité de reconquérir les territoires en politisation en pointant la frustration qui est inhérente dans la politique. Condorcet disait déjà que le Peuple s'érigeait en juge de ses propres limites.

\*\*\*\*

Dans le prolongement de cette soirée, un atelier se tiendra le **lundi 16 mai à 18h à la MAL**, 39 rue de la Monnaie à Lille.